

avis de motions portant production de documents restent au *Feuilleton*.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

QUESTIONS ORALES

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES DÉBOUCHÉS AU JAPON POUR LES PRODUITS FABRIQUÉS AU CANADA

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné l'importance croissante de la diversification des marchés pour les produits fabriqués au Canada, nous dirait-il quel programme précis son gouvernement entend mettre en œuvre pour assurer réellement aux fabricants canadiens une plus large part du marché japonais de produits fabriqués, plus précisément dans les secteurs de ce marché qu'on a déjà libéralisés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion samedi soir de parler de cette intéressante proposition devant une classe du public canadien. Je suis certain qu'il en a été question aux réunions ministérielles canado-japonaises. Je demanderai un rapport aux ministres qui ont pris part à ces rencontres et je verrai s'il y a eu des progrès.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures assistait à ces rencontres, peut-être pourrais-je lui poser la question?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, un examen du communiqué que je viens de déposer à la Chambre révèle que ce fut l'un des principaux sujets de discussion. Nous croyons que les Japonais libéralisent de plus en plus les importations. Le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est dit impatient de profiter des nouvelles possibilités, et il incite les hommes d'affaires canadiens à le faire.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de clarifier ma question, afin que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures comprenne bien ce que je lui demande. J'aimerais savoir quel programme au juste le gouvernement a l'intention de mettre en œuvre dans l'espoir d'augmenter les exportations de produits manufacturés canadiens et, par conséquent, de créer de nouveaux emplois au Canada, relativement aux secteurs de l'économie japonaise qui ont déjà été libéralisés. Le communiqué, lui, traitait plutôt de l'augmentation du nombre des secteurs à libéraliser.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition semble avoir bien peu confiance en la capacité des hommes d'affaires canadiens de soutenir la concurrence sur le marché japonais. Je ne partage pas son opinion.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Je vois que le député de York-Sud a une question supplémentaire à poser, mais pour le moment, c'est le chef de l'opposition qui a la parole.

[M. Jerome.]

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, c'est dans le gouvernement que je n'ai pas confiance.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LES DÉCLARATIONS DES DÉLÉGUÉS JAPONAIS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si les représentants japonais ont fait des déclarations aux ministres canadiens concernant la révision actuelle de la politique relative aux investissements étrangers au Canada. Par exemple, se sont-ils dit inquiets du fait que cette réforme semble se poursuivre depuis presque aussi longtemps que les Ziegfield Follies?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, les ministres japonais ne s'en sont pas inquiétés. Ils ont eux-mêmes entrepris chez eux une réforme de leur politique relative aux investissements étrangers, et nous les avons encouragés à se libéraliser davantage, tout comme nous. Je suis certain que le chef de l'opposition reconnaîtra l'opportunité d'une telle orientation. Nous avons également assuré les ministres japonais que leurs investissements au Canada seraient accueillis favorablement et que nous espérons bien que ceux-ci emprunteraient la forme de participations minoritaires.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES ENTRETIENS NIPPO-CANADIENS ET LA NOUVELLE POLITIQUE AMÉRICAINE

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ignore si ma question est supplémentaire. J'ai relevé dans le communiqué qui a clôturé la réunion canado-japonaise que les ministres des deux pays avaient examiné ensemble les différents points de la politique économique actuelle des États-Unis—tant ceux déjà mis en pratique que ceux qu'on envisage, comme le DISC, les crédits d'impôts à l'exportation, et ainsi de suite—et je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si la discussion a abouti à un accord entre le Canada et le Japon pour que nos deux pays prennent l'initiative de mesures internationales de concert avec le Marché commun européen afin de parer aux effets des politiques protectionnistes américaines.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le Canada et le Japon ont tous deux pris une part très active aux diverses assemblées internationales où ces questions ont été débattues. Il faut reconnaître, à mon avis, que les États-Unis se sont trouvés isolés et que les autres pays se sont concertés pour demander aux États-Unis de supprimer la surtaxe et de ne pas adopter les autres mesures protectionnistes qu'ils envisagent.